

**André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz,
Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme
et Michael A. Strebel**

4. Transformations des élites urbaines : périodisation et dynamiques structurelles

Avant de revenir de manière plus approfondie, dans la deuxième partie de cet ouvrage, sur certaines catégories d'élites, il est possible d'identifier de manière synthétique trois transformations des caractéristiques des élites des grandes villes suisses dans la longue durée: un déclin relatif de la présence des descendants patriciens à la tête des grandes organisations des trois villes; l'affaiblissement des réseaux locaux d'élites au profit d'activités croissantes sur le plan national; et la déconcentration de leur localisation résidentielle vers des banlieues privilégiées en dehors des grandes villes, avec une différenciation croissante entre catégories d'élites.

Notre découpage diachronique des élites positionnelles sur plus d'un siècle met en lumière trois grandes périodes dans les transformations des élites urbaines (pour une synthèse, voir **Tableau 4.1**). Les analyses développées dans les trois premiers chapitres convergent pour mettre en évidence une évolution allant d'une «élite locale intégrée» durant la première période de domination patricienne vers des élites beaucoup

plus fragmentées durant la période récente, en passant par une phase intermédiaire d'intégration nationale croissante. Cette dynamique indique une perte d'importance de l'échelon local pour les élites qui semblent de moins en moins ancrées dans leur ville et leur région que ce soit en termes de liens de famille, de réseaux de pouvoir ou de choix résidentiels.

1890-1910. La persistance des structures patriciennes

La première période, courant de la fin du XIX^e à la Première Guerre mondiale, est marquée par la *domination patricienne*. Nos analyses confirment, affinent, et élargissent substantiellement les constats des historiens ayant travaillé sur les patriciats locaux en Suisse avant 1914¹. Même si la seconde moitié du XIX^e siècle se caractérise par la perte formelle des privilèges statutaires des familles patriciennes, et par extension par une diminution de leur présence dans la sphère politique, celles-ci continuent à être largement surreprésentées à la tête des principales organisations des trois villes jusqu'à la Première Guerre mondiale, mais avec des variations importantes selon les villes et selon les sphères sociales (**Chapitre 1**). Il serait toutefois abusif de parler d'un apogée de la domination patricienne entre 1890 et 1910, car celle-ci est déjà fortement remise en cause, en particulier au niveau politique. En revanche, nous observons une certaine inertie de la «structure patricienne» (selon la formule de Philipp Sarasin), et cela même plusieurs décennies après la fin formelle des privilèges de ses membres.

À partir de notre base de données, cette première phase se distingue par i) la surreprésentation des descendants patriciens à la tête des principales organisations, en particulier économique et culturelle, et dans une moindre mesure sur le plan académique (**Chapitre 1**); ii) la densité des réseaux locaux et la fréquence de la multipositionnalité des élites, surtout celles d'origine patricienne (**Chapitre 2**); iii) la

¹ SARASIN Philipp, *La ville des bourgeois*, 1998; PERROUX Olivier, *Tradition, vocation et progrès*, 2006; TANNER Albert, *Arbeitsame Patrioten, wohlstandige Damen: Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz, 1830-1914*, Zurich, Orell Füssli Verlag, 1995.

concentration spatiale des élites dans certains quartiers privilégiés des centres-villes, comme St-Alban à Bâle, Cité-Centre et Champel à Genève ou Enge, Fluntern et Hottingen à Zurich (**Chapitre 3**).

L'analyse d'André-Jean Tudesq sur les différentes dimensions du pouvoir des notables français au XIX^e siècle rend bien compte de cette domination des patriciens dans les grandes villes suisses: « *Ce qui caractérise le temps des notables, c'est la concentration des pouvoirs à la fois économiques, politiques, sociaux, culturels aux mains des mêmes hommes, des mêmes familles, fondée à la fois sur des situations matérielles objectives, sur des institutions, sur des mentalités. Cette concentration par la puissance, le pouvoir, l'autorité, produit la domination d'une catégorie dirigeante dans une société.* »² Les patriciens occupant des positions de pouvoir à cette période se distinguent également par leur présence simultanée à la tête des principales institutions ainsi que leur aisance matérielle (voir **Chapitre 9**).

Par ailleurs, cette première phase de domination patricienne se caractérise par la combinaison entre *localisme* et *cosmopolitisme*, qui s'appuie à la fois sur un fort ancrage local (origine familiale, réseaux locaux, lieux de résidence) et des éléments de mobilité internationale importants pour les élites de l'époque (en termes de nationalité ou de mobilité durant la formation ou la carrière professionnelle, voir **Chapitre 5**). En effet, les deux dates de 1890 et 1910 sont marquées par la présence non négligeable de dirigeants d'entreprise et de professeurs d'université d'origine étrangère dans les trois villes, avec environ 10 % pour les premiers et 20 % pour les seconds. En outre, les parcours des élites patriciennes se distinguent par une forte mobilité internationale, que ce soit au cours de leur formation, de leur carrière professionnelle ou dans le cadre de leurs activités de sociabilité. Les élites patriciennes de cette période peuvent donc se prévaloir de leur capacité à combiner à la fois des ressources d'autochtonie (en d'autres termes d'ancrage local) et de mobilité cosmopolite.

² TUDESQ André-Jean, «Le concept de notable et les différentes dimensions de l'étude des notables», *Cahiers de la Méditerranée* 46-47 (1), 1993, p. 10.

Durant cette première phase, l'échelon national, en termes de réseaux de pouvoir, joue encore un rôle plutôt secondaire par rapport aux échelons local et cantonal. Les organisations et les institutions nationales, dont le nombre et l'importance progressent à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, sont encore peu investies par les élites urbaines.

1920-1980. « Nationalisation » et renouvellement

La deuxième période, courant de la Première Guerre mondiale jusqu'aux années 1980, est marquée par la *nationalisation* et le *renouvellement* des élites. Ces deux dimensions caractérisent le mieux, et de la manière la plus englobante, les changements observables durant cette période.

Premièrement, cette phase correspond à une « nationalisation » des élites sur plusieurs plans. Tout d'abord, la proportion d'étrangers parmi les élites économiques et académiques diminue sensiblement pour s'approcher de zéro après une période de lutte contre ladite « surpopulation étrangère » (*Überfremdung*) qui s'amorce pendant et s'intensifie juste après la Première Guerre mondiale³. Cette opposition à la présence et à l'influence étrangère, portée par diverses associations « patriotiques », touche l'ensemble de la société helvétique, tant sur les plans économique, culturel qu'intellectuel. Elle se fait notamment ressentir au niveau du recrutement des dirigeant-e-s d'entreprise ou des professeur-e-s d'université, dont la proportion d'étranger-ère-s décline clairement durant l'entre-deux-guerres à l'exception des professeur-e-s de l'Université de Genève (voir **Chapitre 10**). Si le taux de ressortissant-e-s suisses parmi ces deux catégories d'élites s'accroît de manière croissante, leurs membres proviennent en revanche de moins en moins des familles patriciennes.

³ Ce terme renvoie à l'idée d'une trop forte présence étrangère et à la menace de « dénationalisation » de la société helvétique. Pour plus de détails, voir KURY Patrick, *Über Fremde reden: Überfremdungsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz, 1900-1945*, Zurich, Chronos, 2003; ARLETTAZ Gérald et ARLETTAZ Silvia, *La Suisse et les étrangers: immigration et formation nationale, 1848-1933*, Lausanne, Antipodes, 2004.

Outre ce « cloisonnement national », les élites urbaines sont également de plus en plus insérées dans des réseaux nationaux, que ce soit sur le plan économique (entreprises ou associations patronales et syndicales d'envergure nationale), politique (nombreux cumuls des mandats entre les échelons local/cantonal et fédéral), académique (implication des professeur-e-s dans les institutions nationales de recherche ou d'expertise, notamment à partir de la création du Fonds national de la recherche scientifique en 1952) et culturel (participation à des instances nationales). Cette dynamique correspond à une période de cumul des mandats non seulement sur le plan horizontal dans les réseaux de pouvoir locaux, mais aussi de plus en plus sur le plan vertical avec la participation à des instances nationales de pouvoir (**Chapitre 2**). Cet élargissement du champ d'action des élites urbaines au-delà du périmètre des villes se traduit également par une déconcentration progressive de leurs lieux d'habitation (**Chapitre 3**). En outre, même si nous ne disposons pas de données systématiques à ce sujet, une proportion croissante des élites urbaines se distinguent par leur grade d'officier au sein de l'armée en 1937 et en 1957, révélatrice de leur forte implication dans une institution typiquement nationale.

Cette deuxième phase se caractérise également par deux dynamiques de *renouvellement* des élites tant parmi les dirigeant-e-s des grandes entreprises qu'au niveau du personnel politique. Au sein des fonctions de direction opérationnelle des entreprises, nous observons un déclin relatif des représentant-e-s des familles patriciennes au profit de « managers professionnel-le-s » (voir **Chapitre 5**)⁴. Ces managers, aux origines sociales plus diverses, ne peuvent pas se prévaloir d'une filiation avec les familles propriétaires, mais disposent généralement de compétences techniques ou légales déterminantes pour les secteurs industriels et financiers. L'ascension des nouvelles élites de gauche, largement issues du mouvement ouvrier, marque également une rupture au niveau du personnel politique des villes (voir **Chapitre 6**). Ces nouveaux et nouvelles élu-e-s contribuent à la diversification et au renouvellement des élites urbaines en permettant ainsi à des représentant-e-s du monde

⁴ Nous y reviendrons plus en détail dans la deuxième partie (**Chapitre 5**). Voir également MACH André et al., *Les élites économiques suisses au XX^e siècle*, 2016.

Tableau 4.1 – *Les configurations d'élites par période et selon trois dimensions*

	Patriciat/ origine sociale (Chapitre 1)	Réseaux et jeux d'échelles (Chapitre 2)	Logiques résidentielles (Chapitre 3)
1890-1910 Ère patricienne: entre localisme et cosmopolitisme	Domination patricienne: prépondérance des dirigeants familiaux	Réseaux locaux denses, nombreux cumuls de mandats Entre 10 et 20 % d'étrangers parmi les élites économiques et académiques	Concentration dans les quartiers aisés du centre-ville
1920-1980 Nationalisation et renouvellement	Perte de l'importance de l'origine sociale locale Professionnalisation des dirigeants d'entreprise Élites politiques de gauche issues du mouvement ouvrier	Réseaux locaux stables et intégration dans les réseaux nationaux Diminution du nombre de personnes de nationalité étrangère	Suburbanisation vers des communes limitrophes
Dès 1990 Globalisation et fragmentation	Diversité croissante des élites (féminisation, internationalisation)	Désintégration des réseaux locaux et nationaux Ré-internationalisation des élites économiques et académiques	Dispersion et relocalisation géographique

ouvrier, encore largement exclu·e·s des autorités politiques jusqu'au début du xx^e siècle, d'accéder à des positions de pouvoir. Comme indiqué dans le **Chapitre 3**, tout en accédant au pouvoir, les élu·e·s de gauche restent cependant largement surreprésenté·e·s dans certains quartiers populaires.

Depuis 1990. Globalisation et fragmentation

La troisième phase, qui s'amorce dès les années 1990 mais s'affirme nettement au début du xxi^e siècle, peut être qualifiée de phase de *globalisation et de fragmentation* des élites. Elle se caractérise à la fois par une « ré-internationalisation » des élites économiques et académiques et par une forte désintégration et fragmentation des réseaux de pouvoir locaux, dont la densité diminue fortement, tout comme les réseaux nationaux d'ailleurs (**Chapitre 2**). Les élites sont de plus en plus diversifiées, et cela à divers égards : leur nationalité, leur ancrage local, leur insertion dans les réseaux locaux, ou leurs choix résidentiels.

À l'ère du capitalisme globalisé et financiarisé, les grandes villes s'affirment comme des espaces clés du dynamisme économique et de la création de richesses, connectés à l'ensemble de la planète. Dans ce nouveau contexte socio-économique, caractérisé par la mobilité croissante du capital et d'une partie des salarié·e·s, les grandes villes occupent une position centrale en concentrant les sièges des plus grandes entreprises, les institutions de recherche et de formation prestigieuses ou les centres culturels au rayonnement international. Ces institutions sont devenues des ressources au cœur du développement des villes, en particulier dans la concurrence croissante que celles-ci se livrent en vue d'attirer investisseurs, personnel hautement qualifié ou touristes⁵.

Ces changements structurels se répercutent également sur le profil des élites urbaines, avec une forte augmentation du nombre d'étranger·ère·s parmi les élites économiques et académiques. La proportion de personnes

⁵ Sur ces questions, voir PINSON Gilles, *La ville néolibérale*, Paris, PUF, 2020 ; ainsi que ANDREOTTI Alberta, MORENO FUENTES Francisco Javier et LE GALÈS Patrick, *Un monde à la carte : les villes européennes des cadres supérieurs*, Paris, PUF, 2016.

de nationalité étrangère dépasse largement les niveaux atteints avant la Première Guerre mondiale pour dépasser les 50% parmi les élites académiques (et près de 50% pour les dirigeant-e-s des plus grandes entreprises des trois régions). Néanmoins, l'implication de ces personnes dans les réseaux de pouvoir locaux est très faible. Même parmi les élites de nationalité suisse, les parcours deviennent plus internationaux et le désengagement des réseaux de pouvoir traditionnels devient flagrant (**Chapitre 2**). Les effets de la globalisation se reflètent aussi dans les choix résidentiels, en particulier des élites économiques, suisses ou étrangères, qui résident souvent dans des communes fiscalement attractives en dehors des grands centres urbains, voire pour certains, de façon permanente, à l'étranger.

Ces dynamiques conduisent à une fragmentation sociologique, relationnelle et spatiale des élites qui contraste fortement avec la première phase de domination patricienne. Cela concerne prioritairement les élites économiques et académiques et soulève la question des rapports au local et à la ville de ces nouvelles élites dont les logiques d'action sont de plus en plus transnationales. Ces transformations sont favorisées par les nouvelles stratégies de recrutement des entreprises et des universités qui valorisent de plus en plus les ressources transnationales. Par conséquent, ces stratégies contribuent à intensifier la mobilité internationale de ces élites, alors que les ressources autochtones semblent moins valorisées, ou moins nécessaires. À l'opposé, les élites politiques doivent toujours respecter des critères d'ancrage local, en termes de nationalité ou de résidence, pour accéder à des fonctions de pouvoir et sont donc beaucoup plus directement liées au territoire de la ville que leurs homologues économiques ou académiques. Finalement, parmi les élites culturelles – bien qu'elles ne soient pas soumises à des restrictions formelles au niveau de leur nationalité ou de leur résidence –, l'ancrage local dans la ville semble continuer à jouer un rôle important. Au cours de la période récente, ces différentes catégories d'élites semblent ainsi se différencier de manière croissante, que ce soit en termes de mobilité internationale ou de logiques résidentielles.